

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 2575

[C — 2003/27510]

**24 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la gestion budgétaire, comptable, financière et patrimoniale de l'Agence wallonne à l'Exportation**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation, notamment les articles 19 et 20;

Vu la décision du conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation du 18 juin 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 février 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 2002;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 2002;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles et du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "l'Agence" : l'Agence wallonne à l'Exportation;

2° "le Ministre" : le Ministre ayant le Commerce extérieur dans ses attributions.

CHAPITRE II. — Du budget**Section 1^{re}. — Du budget des recettes et des dépenses**

Art. 2. Le budget évalue toutes les recettes et autorise toutes les dépenses à effectuer par l'Agence, quelles qu'en soient l'origine et la cause, au cours de l'année pour laquelle il est élaboré.

Art. 3. Par recettes, on entend tous les droits acquis à l'Agence du chef de ses relations avec les tiers. Par dépenses, on entend tous les droits acquis par les tiers à charge de l'Agence. Les opérations sur fonds de tiers sont inscrites pour ordre au budget.

Art. 4. Pour les contrats et marchés dont l'exécution excède le terme de l'année budgétaire, le budget ne prévoit que le montant des paiements qui deviennent exigibles au cours de l'année budgétaire considérée. Les engagements non honorés à la fin de l'exercice considéré sont inscrits dans les comptes d'ordre du bilan.

Chaque dossier devra faire apparaître clairement la partie de la dépense à imputer sur l'année même et celle à imputer dans les comptes d'ordre du bilan.

Art. 5. L'imputation budgétaire est basée sur le document, destiné au tiers ou émanant de lui, qui constate l'existence et l'étendue de l'opération.

Art. 6. Les évaluations portées aux articles du tableau des recettes du budget ne sont pas limitatives de la recette à effectuer.

Les recettes doivent être rattachées aux articles en regard desquels elles sont prévues.

Art. 7. Les crédits inscrits aux articles du tableau des dépenses limitent celles-ci au montant fixé.

Les crédits ne peuvent être utilisés qu'aux fins auxquelles ils sont destinés.

Art. 8. § 1^{er}. Les transferts et dépassements de crédits portés au budget de l'Agence doivent être autorisés, avant toute mise à exécution, par le Ministre.

§ 2. Pour l'exécution d'une dépense urgente et imprévue qui a pour conséquence un dépassement de crédits, le conseil d'administration propose la modification budgétaire correspondante au Ministre.

Le Ministre se prononce dans les quinze jours ouvrables, à dater de la réception de la proposition. Passé ce délai, la modification budgétaire est réputée approuvée.

Section 2. — De la forme du budget et de ses annexes

Art. 9. Le projet de budget de l'Agence est présenté en tableaux dans la forme prescrite conjointement par le Ministre et le Ministre du Budget.

Ces tableaux doivent être établis de manière telle qu'il soit satisfait aux dispositions de l'article 4. Les recettes et les dépenses y sont classées par nature au sein de chaque programme.

Art. 10. Les prévisions de recettes et les crédits de dépenses sont appuyés de notes justificatives distinctes.

Art. 11. La préfiguration du compte des mouvements de trésorerie est annexée au projet de budget.

CHAPITRE III. — *Du contrôle des engagements*

Art. 12. Un contrôleur des engagements veille à ce que les crédits budgétaires ne soient pas dépassés.

Le contrôleur est désigné par le conseil d'administration de l'Agence.

Art. 13. L'approbation des arrêtés de collation de subventions, des conventions et des contrats et marchés pour travaux et fournitures de biens ou de services ne peuvent être notifiés avant le visa du contrôleur des engagements à l'exception de ce qui est visé à l'article 16, 3°, du présent arrêté.

Art. 14. Les paiements effectués à charge du budget sont visés par le contrôleur des engagements, qui veille à ce qu'ils n'excèdent pas le montant des engagements auxquels ils se rapportent.

Art. 15. Le contrôleur des engagements peut se faire fournir tous documents, renseignements et éclaircissements relatifs aux engagements et aux paiements.

Art. 16. Sont soumis au contrôleur des engagements en vue d'obtenir :

1°. un visa en engagement, préalable à leur notification : les contrats, conventions, marchés, arrêtés de subvention relatifs au fonctionnement et aux missions statutaires de l'Agence, à l'exception de ce qui est visé au § 3 du présent article;

2°. un visa en engagement provisionnel des états estimatifs des sommes qui seront exigibles de l'Agence au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations résultant de l'exécution de dispositions légales ou réglementaires en matière de traitements et allocations diverses, soit de contrats de louage de biens ou de services d'abonnement et de domiciliation;

3°. un visa en engagement de régularisation :

a) pour les frais financiers et différences de changes;

b) pour la justification des avances nécessaires à la réalisation efficace des missions économiques à l'étranger, participations à des manifestations internationales et invitations de personnalités, ainsi qu'au fonctionnement du réseau des attachés économiques et commerciaux;

c) pour l'imputation de toutes dépenses ayant fait l'objet d'un engagement provisionnel, notamment les traitements, cotisations sociales et allocations diverses;

d) pour la prise en compte de notes de crédits correctrices de factures antérieurement prises en compte.

Art. 17. § 1^{er}. Pour les engagements prévus à l'article 16, 1°, 2° et 3°, le service responsable de l'Agence transmet au contrôleur des engagements un bordereau d'engagement mentionnant les renseignements suivants :

1° l'objet de l'acte à viser;

2° la date de la demande d'engagement;

3° la partie prenante (fournisseur, adjudicataire, créancier ou bénéficiaire);

4° la dépense présumée d'après la convention ou d'après toutes autres données estimatives;

5° l'année d'imputation, le budget, l'article et le code analytique;

6° le service intéressé;

7° les noms et qualité de l'ordonnateur.

Le bulletin est accompagné du dossier des pièces justificatives de la dépense à effectuer; ce dossier est renvoyé à l'autorité en cause par le contrôleur, après visa.

Art. 18. § 1^{er} Toute majoration, réduction ou annulation d'un engagement visé par le contrôleur des engagements lui est immédiatement notifiée au moyen d'un bulletin modificatif appuyé d'un dossier justificatif.

§ 2. Les réductions ou annulations d'un montant d'engagement visé au cours d'une année budgétaire antérieure sont notifiées au contrôleur des engagements au moins une fois par trimestre au moyen d'un bulletin modificatif appuyé d'un dossier justificatif.

Elles ne peuvent entraîner une majoration du montant disponible de l'année en cours.

§ 3. Les documents dont il est question aux §§ 1^{er} et 2 sont transmis de la manière prévue à l'article 17.

Art. 19. Sont régulièrement communiqués au contrôleur des engagements :

1° les observations de la Cour des Comptes et les réponses à ces observations;

2° les modifications aux imputations dont il a passé écriture;

3° les recours et rapports des commissaires du Gouvernement auprès de l'Agence.

CHAPITRE IV. — *De la tenue de la comptabilité*

Art. 20. La comptabilité est tenue selon un système de livres et de comptes conformément aux règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Art. 21. Les comptes ouverts sont définis dans un plan comptable conforme à la présentation du plan comptable minimum normalisé dans le respect de l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Art. 22. Les opérations sont inscrites sans retard, de manière fidèle et complète par ordre de date dans des journaux spécialisés.

Art. 23. § 1^{er}. Toute écriture s'appuie sur une pièce justificative datée. Elle porte un indice de référence.

§ 2. Les pièces justificatives sont classées par ordre chronologique des enregistrements en fonction des journaux spécialisés.

Art. 24. Les mouvements totaux enregistrés au cours de la période dans les journaux spécialisés font trimestriellement l'objet d'une écriture récapitulative dans le livre centralisateur.

Art. 25. § 1^{er}. L'Agence procède une fois l'an, au 31 décembre, à l'inventaire de ses avoirs, droits, dettes et obligations.

§ 2. Les comptes, après mise en concordance avec les données de l'inventaire, sont synthétisés dans le bilan et le compte de résultats.

Art. 26. La présentation des comptes est identique d'un exercice à l'autre.

Art. 27. Le bilan est établi après affectation du solde du compte de résultats de l'exercice et du résultat reporté.

CHAPITRE V. — *Les règles d'évaluation*

Art. 28. Les règles d'évaluation sont énumérées dans l'ordre de présentation du bilan, en commençant par les rubriques de l'actif, pour terminer par celles du passif.

Art. 29. Les règles d'évaluation doivent être identiques, d'un exercice à l'autre, sans modification, sauf si l'évolution des circonstances interdit la poursuite de leur utilisation; dans ce cas une mention spéciale est faite si le changement a des conséquences significatives.

Art. 30. § 1^{er}. Les immobilisations (corporelles et incorporelles) sont enregistrées au prix d'acquisition (soit le prix d'achat et les frais accessoires tels que les frais de transport et d'installation) toutes taxes comprises.

Elles font l'objet d'amortissements ou de réduction de valeur, selon les taux repris dans le tableau ci-dessous :

Compte	Intitulé	Taux	Mode
211100	Logiciel	33,3	Linéaire
220000	Terrains	0	Linéaire
221000	Bâtiments	3	Linéaire
221200	Aménagements	10,0	Linéaire
240000	Mobilier	20,0	Linéaire
240100	Matériel de bureau	20,0	Linéaire
241000	Matériel informatique	33,3	Linéaire
243000	Matériel roulant	20,0	Linéaire
251100	Droit d'emphytéose du bâtiment du siège central	(27 ans)	Linéaire
252100	Leasing matériel de bureau	20,0	Linéaire
252200	Leasing informatique	33,3	Linéaire
252300	Leasing matériel roulant	20,0	Linéaire

Les frais d'acquisition de terrain font l'objet d'une réduction de valeur complète l'année de leur acquisition.

Les immobilisations corporelles pourront cependant faire l'objet d'amortissements complémentaires ou exceptionnels, lorsqu'en raison de leur altération ou de modification de circonstances économiques ou technologiques, leur valeur comptable dépasse leur valeur d'utilisation.

Le cautionnement pour les immobilisations financières se fait en numéraire sur base de la valeur nominale.

§ 2. Les matières consommables sont évaluées à leur prix d'acquisition.

Les stocks font l'objet de réductions de valeur pour tenir compte d'aléas justifiés par la nature de biens. Ces réductions sont annulées ou réduites par le compte de résultats lorsqu'elles se révèlent excédentaires à la fin d'un exercice.

Les comptes sont mis en concordance une fois l'an avec l'inventaire à réaliser en fin d'exercice.

§ 3. Les créances à un an ou plus font l'objet de réduction de valeur, si leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à leur valeur nominale.

Les réductions de valeur ne peuvent être maintenues s'il apparaît qu'elles excèdent, en fin d'exercice, une appréciation actuelle de risque de pertes sur débiteurs. Dans ce cas, les reprises de réduction de valeur figureront au compte de résultat de l'exercice.

§ 4. Les placements de trésorerie sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Les intérêts à recevoir courus et non échus sont actés et calculés au prorata de la période écoulée.

§ 5. Les valeurs disponibles sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les règles d'évaluation des monnaies étrangères leur sont applicables conformément à l'article 32 du présent arrêté.

§ 6. Les charges à reporter et les produits acquis sont évalués à leur prix d'acquisition. Les comptes de régularisation sont soumis aux règles d'évaluation des monnaies étrangères conformément à l'article 32 du présent arrêté.

Art. 31. § 1^{er}. La dotation en capital de l'Agence est comptabilisée au passif dans la rubrique "dotation en capital".

Tout achat de bien d'un montant inférieur à 375 euros toutes taxes comprises est enregistré en consommables.

Les lignes de crédits non utilisées sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles sont transformées en poste "créance" lors de leur utilisation.

§ 2. Les provisions pour risques et charges permettent de prévoir de grosses réparations en ce qui concerne les bâtiments et le matériel ainsi que de prévoir le contentieux juridique.

Elles sont constituées en vue de couvrir des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont probables ou certaines, mais dont le montant ne peut être qu'estimé.

Dans le cas où ces provisions excèdent, en fin d'exercice, l'appréciation actuelle des montants à couvrir, la partie excédentaire est reprise au crédit du compte de résultats.

Les dépenses en liaison avec ces provisions sont couvertes par priorité par prélèvement sur celles-ci.

§ 3. Les dettes de plus d'un an sont reprises pour leur valeur nominale. Les règles d'évaluation des monnaies étrangères leur sont applicables conformément à l'article 32 du présent arrêté.

§ 4. Les dettes à un an ou plus sont classées en :

1°. dettes à plus d'un an échéant dans l'année qui comprennent les leasings et les remboursements d'emprunts effectués auprès des établissements de crédits;

2°. dettes financières dont les socles d'emprunts sont effectués auprès d'établissements de crédit;

3°. dettes commerciales : qui sont inscrites à leur valeur nominale. Les règles d'évaluation des monnaies étrangères leur sont applicables. Ces comptes sont corrigés en fonction de l'inventaire;

4°. dettes fiscales (précompte professionnel), salariales ou sociales (ONSS et OSSOM).

§ 5. Les prorata de charges sont reportés de la manière suivante :

— à l'actif : les frais de fonctionnement exposés au cours de l'exercice et à rattacher à l'exercice suivant;

— au passif : les frais de fonctionnement imputables à l'exercice et à payer au cours de l'exercice suivant.

Art. 32. Les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées pour leur contre-valeur en euro au cours du mois de l'opération.

Pour la clôture de l'exercice, les cours de change utilisés sont :

1. pour les créances, le dernier cours de l'exercice si celui-ci est inférieur au cours comptabilisé, sinon la valeur nominale n'est pas modifiée;

2. pour les dettes, le dernier cours de l'exercice si celui-ci est supérieur au cours comptabilisé; sinon la valeur nominale n'est pas modifiée.

Le cours de change utilisé pour la clôture de l'exercice est le cours indicatif tel que publié au 31 décembre dans les journaux financiers.

Art. 33. En fonction des réglementations applicables pour les programmes incitatifs, le Ministre, après avis de l'Inspection des Finances, décide de la transformation en créances irrécouvrables des montants à rembourser.

En cas de faillite, il peut être procédé à la transformation de la créance en intervention irrécouvrable sur base d'une attestation signée par le curateur.

Art. 34. Le résultat de l'année sera affecté en perte ou en bénéfice reporté.

CHAPITRE V. — *De la reddition des comptes*

Art. 35. L'Agence présente annuellement au Ministre :

1° le compte d'exécution du budget;

2° un compte de résultats;

3° un bilan.

Art. 36. Le compte d'exécution du budget est formé par la transposition des sommes apparaissant dans les balances définitives du logiciel budgétaire pour les dépenses et du logiciel comptable pour les recettes.

Ces tableaux font apparaître dans les colonnes successives :

- 1° les numéros des articles;
- 2° les libellés de ceux-ci;
- 3° les prévisions de recettes ou les crédits accordés suivant le cas;
- 4° les recettes ou les dépenses imputées;
- 5° les différences entre les prévisions et les imputations.

Une distinction est faite entre les opérations courantes et les opérations de capital tant dans les articles d'alimentation qu'au niveau des résultats budgétaires.

La différence entre les recettes et les dépenses imputées forme le résultat budgétaire de l'année. Soit, le résultat en opérations courantes et le résultat en opérations de capital.

Ces derniers, cumulés avec les résultats budgétaires des années antérieures, forment le résultat général des budgets tant en opérations courantes qu'en opérations de capital.

Art. 37. Le compte de résultats est formé :

- 1° des charges d'exploitation, des charges financières et des charges exceptionnelles;
- 2° des produits d'exploitation, des produits financiers et des produits exceptionnels.

Art. 38. Le bilan donnant la situation active ou passive de l'Agence au 31 décembre est formé par la transposition des soldes apparaissant à la balance définitive des comptes.

Art. 39. Les comptes sont établis sous la responsabilité du conseil d'administration de l'Agence et visés par un réviseur désigné parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ils sont ensuite envoyés, pour le 30 avril de l'année qui suit celle de la gestion au plus tard, au Ministre qui les transmet ensuite au Gouvernement pour approbation.

CHAPITRE VII. — *Dispositions diverses et finales*

Art. 40. Lorsqu'un contrôle sur place est organisé par la Cour des Comptes, les documents justificatifs des inscriptions en comptabilité peuvent être gardés par l'Agence qui en est dépositaire en lieu et place de la Cour des Comptes.

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur à dater de sa notification à l'Agence.

Art. 42. Le Ministre et le Ministre du Budget sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 2575

[C — 2003/27510]

24. APRIL 2003 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Haushalts- und Rechnungsführung sowie Finanz- und Vermögensverwaltung der «Agence wallonne à l'Exportation» (Wallonische Exportagentur)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der «Agence wallonne à l'Exportation» insbesondere der Artikel 19 und 20;

Aufgrund des Beschlusses des Verwaltungsrats der «Agence wallonne à l'Exportation» vom 18. Juni 1999;

Aufgrund des am 22. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 22. März 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien und des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

- 1° "Agentur": die «Agence wallonne à l'Exportation»;
- 2° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört.

KAPITEL II — *Haushaltsplan**Abschnitt 1 — Einnahmen- und Ausgabenhaushaltsplan*

Art. 2 - Im Haushaltsplan werden alle Einnahmen veranschlagt und alle Ausgaben genehmigt, die im Laufe des Jahres, für welches er aufgestellt ist, von der Agentur zu tätigen sind, welche deren Herkunft oder deren Gründe auch sein mögen.

Art. 3 - Unter Einnahmen versteht man alle von der Agentur infolge deren Beziehungen mit Drittpersonen erworbenen Rechte. Unter Ausgaben versteht man alle von Drittpersonen zu Lasten der Agentur erworbenen Rechte. Die Verrichtungen mit Mitteln von Drittpersonen werden ordnungsgemäß im Haushalt eingetragen.

Art. 4 - Für die Verträge und Aufträge, deren Ausführung länger als ein Haushaltsjahr dauert, wird im Haushaltsplan nur der Betrag der Zahlungen, die im Laufe des berücksichtigten Haushaltsjahres fällig werden, vorgesehen. Die am Ende des berücksichtigten Jahres nicht gezahlten Ausgabenverpflichtungen werden in die besonderen Verbuchungsstellen der Bilanz eingetragen.

In jeder Akte wird man den Teil der Ausgabe, der auf das Jahr selbst anzurechnen ist, und den Teil, der den besonderen Verbuchungsstellen der Bilanz anzurechnen ist, deutlich angeben müssen.

Art. 5 - Die Haushaltsanrechnung wird auf Grundlage des Dokuments vorgenommen, das für die Drittperson bestimmt ist oder von dieser stammt, und durch welches das Bestehen und der Umfang des Geschäfts festgestellt wird.

Art. 6 - Die Veranschlagungen, die im Haushaltsplan in die Artikel der Einnahmentabelle eingetragen werden, beschränken die zu tätigen Einnahmen nicht.

Die Einnahmen müssen den Artikeln zugeordnet werden, denen sie in der Tabelle entsprechen.

Art. 7 - Die in den Artikeln der Ausgabentabelle angeführten Haushaltsmittel beschränken die Ausgaben auf den festgesetzten Betrag.

Die Haushaltsmittel dürfen nur zu den Zwecken, zu denen sie bestimmt sind, verwendet werden.

Art. 8 - § 1. Die Mittelübertragungen und -überschreitungen, die in den Haushaltsplan der Agentur eingetragen werden, müssen vor jeglicher Ausführung vom Minister genehmigt werden.

§ 2. Für die Ausführung einer dringenden und unvorhergesehenen Ausgabe, die eine Mittelüberschreitung zur Folge hat, schlägt der Verwaltungsrat dem Minister die entsprechende Haushaltsabänderung vor.

Der Minister fasst seinen Beschluss innerhalb von fünfzehn Werktagen ab dem Eingang des Vorschlags. Nach Ablauf dieser Frist gilt die Haushaltsabänderung als genehmigt.

Abschnitt 2 — Form des Haushaltsplans und dessen Anlagen

Art. 9 - Der Haushaltsentwurf der Agentur wird in der vom Minister und vom Minister des Haushalts gemeinsam vorgeschriebenen Form als Tabellen dargestellt.

Diese Tabellen müssen so erstellt werden, dass die Bestimmungen von Artikel 4 erfüllt werden.

In diesen Tabellen werden die Einnahmen und die Ausgaben je nach ihrer Art innerhalb jedes Programms klassifiziert.

Art. 10 - Zur Bekräftigung der veranschlagten Einnahmen und Ausgabenkredite werden jeweils unterschiedliche Belege beigefügt.

Art. 11 - Die Vorausdarstellung des Kontos der Zahlungsvorgänge wird dem Haushaltsentwurf beigefügt.

KAPITEL III — *Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen*

Art. 12 - Ein Kontrolleur der Verpflichtungen sorgt dafür, dass die Haushaltsmittel nicht überschritten werden.

Der Kontrolleur wird durch den Verwaltungsrat der Agentur bezeichnet.

Art. 13 - Die Genehmigung der Erlasse zur Zuerkennung von Zuschüssen, der Vereinbarungen und der Verträge und Aufträge in Bezug auf Arbeiten, Lieferungen von Gütern und Dienstleistungen kann mit Ausnahme dessen, was in Artikel 16, 3° des vorliegenden Erlasses erwähnt wird, nicht vor dem Anbringen des Sichtvermerks des Kontrolleurs der Verpflichtungen zugestellt werden.

Art. 14 - Die zu Lasten des Haushalts getätigten Zahlungen werden von dem Kontrolleur der Verpflichtungen, der dafür sorgt, dass sie den Betrag der Verpflichtungen, auf welche sie sich beziehen, nicht überschreiten, mit einem Sichtvermerk versehen.

Art. 15 - Der Kontrolleur der Verpflichtungen kann alle Unterlagen, Auskünfte und Erklärungen bezüglich der Ausgabenverpflichtungen und deren Zahlungen einfordern.

Art. 16 - Dem Kontrolleur der Verpflichtungen werden folgende Unterlagen vorgelegt:

1° im Hinblick auf die Erlangung eines Sichtvermerks für Ausgabenverpflichtungen und zwar vor der Zustellung der betroffenen Unterlagen: die Verträge, Vereinbarungen, Aufträge, Bezuschussungserlasse in Bezug auf den Betrieb und die statutarischen Aufgaben der Agentur, mit Ausnahme dessen, was unter § 3 des vorliegenden Artikels erwähnt ist;

2° im Hinblick auf die Erlangung eines Sichtvermerks für vorläufige Ausgabenverpflichtungen in Bezug auf die geschätzten Summen, die man im Laufe des Haushaltsjahres aufgrund von Verpflichtungen, die sich aus der Durchführung der gesetzlichen bzw. ordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Gehälter und Zulagen oder aus Gütermietverträgen oder aus Abonnement- oder Domizilierungsdiensten ergeben, von der Agentur fordern wird;

3° im Hinblick auf die Erlangung eines Sichtvermerks für Berichtungsverpflichtungen:

a) für die finanziellen Kosten und die Wechselkursabweichungen;

b) für die Begründung der Vorschüsse, die zur wirksamen Durchführung der Wirtschaftsmissionen ins Ausland, der Beteiligungen an internationalen Veranstaltungen und der Einladung von Persönlichkeiten, sowie zum Funktionieren des Netzwerkes der Wirtschafts- und Handelsattachés notwendig sind;

c) für die Anrechnung von allen Ausgaben, die Gegenstand einer vorläufigen Verpflichtung gewesen sind, u.a. die Gehälter, Sozialabgaben und verschiedene Zulagen;

d) für die Berücksichtigung der Gutschriften zur Korrektur von Rechnungen, die vorher berücksichtigt worden sind.

Art. 17 - § 1. Für die in Artikel 16, 1°, 2° und 3° vorgesehenen Ausgabenverpflichtungen übermittelt die verantwortliche Dienststelle der Agentur dem Kontrolleur der Verpflichtungen einen Verpflichtungsschein, in dem die folgenden Auskünfte angegeben sind:

1° der Gegenstand der mit einem Sichtvermerk zu versehenen Urkunde;

2° das Datum des Antrags auf Ausgabenverpflichtung;

3° die teilnehmende Partei (Lieferant, Auftragnehmer, Gläubiger oder Empfänger);

4° die gemäß der Vereinbarung oder gemäß jeglichen anderen Schätzungsangaben vermutete Ausgabe;

5° das Anrechnungsjahr, der Haushalt, der Artikel und der analytische Kode;

6° die betroffene Dienststelle;

7° der Name und die Eigenschaft des Anweisungsbefugten.

Zusammen mit dem Schein wird die Akte mit den Belegen für die zu tätigende Ausgabe übermittelt; diese Akte wird vom dem Kontrolleur nach Anbringen seines Sichtvermerks der betroffenen Behörde zurückgeschickt.

Art. 18 - § 1. Jegliche Erhöhung, Verringerung oder Streichung einer von dem Kontrolleur der Verpflichtungen mit seinem Sichtvermerk versehenen Ausgabeverpflichtung wird ihm sofort mittels eines von einer Begründungsakte begleiteten Abänderungsscheins zugestellt.

§ 2. Die Verringerungen bzw. Streichungen eines im Laufe eines vorherigen Haushaltsjahres mit dem Sichtvermerk versehenen Verpflichtungsbetrags werden dem Kontrolleur der Verpflichtungen mindestens einmal pro Quartal mittels des von einer Begründungsakte begleiteten Abänderungsscheins zugestellt.

Sie können keine Erhöhung des verfügbaren Betrags des laufenden Jahres zur Folge haben.

§ 3. Die unter §§ 1 und 2 erwähnten Unterlagen werden so wie in Artikel 17 vorgesehen übermittelt.

Art. 19 - Das Folgende wird ebenfalls dem Kontrolleur der Verpflichtungen übermittelt:

1° die Anmerkungen des Rechnungshofs und die Antworten auf diese Anmerkungen;

2° die Abänderungen an den Anrechnungen, die er eingetragen hat;

3° die Einsprüche und Berichte der Regierungskommissare bei der Agentur.

KAPITEL IV — *Buchhaltung*

Art. 20 - Die Buchhaltung wird auf der Grundlage eines Bücher- und Kontensystems gemäß den üblichen Regeln der doppelten Buchhaltung geführt.

Art. 21 - Die eröffneten Konten sind in einem Buchungsplan bestimmt, der der Darstellung des normalisierten minimalen Buchungsplans unter Einhaltung des Königlichen Erlasses vom 12. September 1983 zur Ausführung des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und die Jahresabrechnung der Unternehmen entspricht.

Art. 22 - Die Buchungen werden fristlos, auf richtige und vollständige Art und nach Datum in spezialisierte Bücher eingetragen.

Art. 23 - § 1. Jede Buchung wird auf der Grundlage eines datierten Belegs getätigt. Sie trägt ein Bezugszeichen.

§ 2. Die Belege werden in chronologischer Reihenfolge der Registrierungen je nach den spezialisierten Büchern eingeordnet.

Art. 24 - Die gesamten Bewegungen, die im Laufe des Zeitraums in den spezialisierten Büchern registriert werden, sind quartalsweise Gegenstand einer zusammenfassenden Buchung im Sammelbuch.

Art. 25 - § 1. Einmal im Jahr, am 31. Dezember, stellt die Agentur das Inventar ihrer Guthaben, Schulden und Verpflichtungen auf.

§ 2. Nachdem sie mit den Angaben des Inventars in Übereinstimmung gebracht worden sind, werden die Konten in der Bilanz und der Ergebnisrechnung zusammengefasst.

Art. 26 - Die Gestaltung der Konten bleibt von Jahr zu Jahr identisch.

Art. 27 - Die Bilanz wird nach Zuordnung des Saldos der Ergebnisrechnung des Haushaltsjahres und des übertragenen Ergebnisses aufgestellt.

KAPITEL V — Die Bewertungsregeln

Art. 28 - Die Bewertungsregeln werden in der Reihenfolge der Darstellung der Bilanz angeführt, wobei mit den Rubriken der Aktivseite angefangen und mit denen der Passivseite geendet wird.

Art. 29 - Die Bewertungsregeln müssen von Rechnungsjahr zu Rechnungsjahr identisch sein und keine Abänderung aufweisen, außer wenn die Entwicklung der Umstände die Weiterführung ihrer Verwendung unmöglich macht; in diesem Fall wird ein spezieller Vermerk eingetragen, wenn die Abänderung bedeutende Folgen hat.

Art. 30 - § 1. Die Sachanlagen und die immateriellen Anlagewerte werden zum Anschaffungspreis (d.h. Ankaufspreis zuzüglich der Nebenkosten wie Transport- und Aufstellungskosten) einschließlich aller Steuern registriert.

Sie sind Gegenstand von Abschreibungen und Wertminderungen gemäß den in der unten stehenden Tabelle erwähnten Sätzen:

Konto	Bezeichnung	Satz	Art
211100	Software	33,3	Linear
220000	Grundstücke	0	Linear
221000	Gebäude	3	Linear
221200	Einrichtungen	10,0	Linear
240000	Mobiliar	20,0	Linear
240100	Büromaterial	20,0	Linear
241000	EDV-Material	33,3	Linear
243000	Fahrzeuge	20,0	Linear
251100	Erbpachtrecht auf das Gebäude des Hauptsitzes	(27. Jahre)	Linear
252100	Leasing für Büromaterial	20,0	Linear
252200	Leasing EDV	33,3	Linear
252300	Leasing Fahrzeuge	20,0	Linear

Die Anschaffungskosten für Grundstücke sind Gegenstand einer vollständigen Wertminderung im Jahre deren Anschaffung.

Die Sachanlagen werden aber Gegenstand von zusätzlichen oder außerordentlichen Abschreibungen sein können, wenn deren Buchwert aufgrund ihres Zustands oder einer Abänderung der wirtschaftlichen oder technologischen Umstände deren Gebrauchswert übertrifft.

Die Sicherheitsleistung für die Finanzanlagen erfolgt in barem Geld auf der Grundlage des Nominalwerts.

§ 2. Die Verbrauchsgüter werden zu deren Anschaffungspreis bewertet.

Die Lagerbestände sind Gegenstand von Wertminderungen, um durch die Art der Güter begründete Risiken zu berücksichtigen. Diese Minderungen werden durch die Ergebnisrechnung annulliert oder reduziert, wenn sie sich am Ende eines Rechnungsjahrs als überschüssig erweisen.

Die Konten werden einmal im Jahr mit dem am Ende des Rechnungsjahrs vorzunehmenden Inventar angeglichen.

§ 3. Die Forderungen mit einer Restlaufzeit von einem Jahr oder mehr sind Gegenstand einer Wertminderung, wenn deren Realisierungswert zum Zeitpunkt des Abschlusses des Rechnungsjahrs unter deren Nominalwert steht.

Die Wertminderungen können nicht erhalten werden, wenn festgestellt wird, dass sie am Ende des Rechnungsjahrs eine aktuelle Einschätzung des Risikos eines Debitorenverlusts übertreffen. In diesem Fall werden die Übernahmen von Wertminderungen in der Ergebnisrechnung des Rechnungsjahrs stehen.

§ 4. Die Barmittelanlagen werden zu deren Nominalwert verbucht.

Die zu erhaltenden Zinsen, die schon gelaufen und nicht fällig sind, werden festgelegt und im Verhältnis zu dem abgelaufenen Zeitraum gerechnet.

§ 5. Die verfügbaren Werte werden zu deren Nominalwert verbucht. Die Regeln zur Bewertung der Fremdwährungen gelten für sie gemäß Artikel 32 des vorliegenden Erlasses.

§ 6. Die zu übertragenden Lasten und die erworbenen Erlöse werden zu deren Anschaffungspreis bewertet. Die Rechnungsabgrenzungskonten unterliegen den Bewertungsregeln für Fremdwährungen gemäß Artikel 32 des vorliegenden Erlasses.

Art. 31 - § 1. Die Kapitaldotations der Agentur wird auf der Passivseite in der Rubrik «Kapitaldotations» verbucht.

Jeglicher Ankauf von einem Gut, dessen Wert kleiner als 375 Euro alle Steuern einbegriffen ist, wird in der Rubrik Verbrauchsgüter verbucht.

Die nicht benutzten Kreditlinien werden zu ihrem Nominalwert verbucht. Sie werden bei deren Benutzung in «Forderung»-Stellen umgewandelt.

§ 2. Die Rückstellungen für Risiken und Lasten machen es möglich, größere Reparaturarbeiten in Bezug auf die Gebäude und das Material sowie Rechtsstreitsachen vorzusehen.

Sie werden angelegt, um Verluste oder Aufwendungen zu decken, deren Art genau begrenzt ist, die aber zum Zeitpunkt des Abschlusses des Rechnungsjahrs wahrscheinlich oder sicher auftreten werden, und deren Betrag aber nur geschätzt werden kann.

Falls diese Rückstellungen am Ende des Rechnungsjahrs die aktuelle Schätzung der zu deckenden Beträge übertreffen, steht der überschüssige Teil auf der Haben-Seite der Ergebnisrechnung.

Die mit diesen Rückstellungen verbundenen Ausgaben werden vorzugsweise von diesen abgehoben.

§ 3. Die Verbindlichkeiten mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr werden zu ihrem Nominalwert verbucht. Die Bewertungsregeln für Fremdwährungen gelten für sie gemäß Artikel 32 des vorliegenden Erlasses.

§ 4. Die Verbindlichkeiten mit einer Restlaufzeit von einem Jahr oder mehr werden wie folgt eingestuft:

1° Verbindlichkeiten mit einer Restlaufzeit von mehr als einem Jahr, die während des laufenden Jahres fällig werden, und die Leasings und die Tilgungen von bei den Krediteinrichtungen aufgenommenen Anleihen enthalten;

2° finanzielle Verbindlichkeiten, deren Anleiensockel bei Krediteinrichtungen aufgenommen werden;

3° Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen, die zu deren Nominalwert übernommen werden. Die Bewertungsregeln für Fremdwährungen gelten für sie. Diese Konten werden unter Berücksichtigung des Inventars angepasst;

4° Verbindlichkeiten aufgrund von Steuern (Berufssteuervorabzug), Arbeitsentgelten und Soziallasten (Landesamt für soziale Sicherheit, OSSOM).

§ 5. Die Pro-rata-Werte der Belastungen werden wie folgt übertragen:

— auf die Aktivseite : die Betriebskosten, die im Laufe des Rechnungsjahrs ausgelegt wurden, und die dem folgenden Rechnungsjahr zuzuordnen sind;

— auf die Passivseite : die Betriebskosten, die dem Rechnungsjahr zuzuordnen und im Laufe des folgenden Rechnungsjahr zu zahlen sind.

Art. 32 - Die Verrichtungen in Fremdwährungen werden zu ihrem Gegenwert in Euro und zum Kurs des Monats der Verrichtung verbucht.

Für den Abschluss des Rechnungsjahrs werden folgende Kurse verwendet:

1. für die Forderungen: der letzte Kurs des Rechnungsjahrs, wenn dieser niedriger als der verbuchte Kurs ist, sonst wird der Nominalwert nicht geändert;

2. für die Schulden: der letzte Kurs des Rechnungsjahrs, wenn dieser höher als der verbuchte Kurs ist, sonst wird der Nominalwert nicht geändert.

Der für den Abschluss des Rechnungsjahrs verwendete Wechselkurs ist der Richtkurs so wie er am 31. Dezember in den Finanzzeitungen veröffentlicht wird.

Art. 33 - Aufgrund der für die Förderprogramme anwendbaren Regelungen befindet der Minister, nachdem die Finanzinspektion ihr Gutachten abgegeben hat, über die Umwandlung der zurückzuerstattenden Beträge in uneinbringliche Forderungen.

Im Fall eines Bankrotts kann die Forderung in eine uneinbringliche Beteiligung auf der Grundlage einer von dem Konkursverwalter unterzeichneten Bescheinigung umgewandelt werden.

Art. 34 - Das Ergebnis des Jahres wird als übertragener Verlust oder Gewinn verbucht werden.

KAPITEL IV — Rechnungslegung

Art. 35 - Jährlich legt die Agentur dem Minister das Folgende vor:

1° die Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung;

2° eine Erfolgsrechnung;

3° eine Bilanz.

Art. 36 - Zur Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung werden die Beträge der endgültigen Bilanzen der Haushaltssoftware für die Ausgaben und der Buchhaltungssoftware für die Einnahmen übertragen.

Diese Tabellen enthalten in aufeinanderfolgenden Spalten:

1° die Artikelnummern;

2° die Bezeichnungen dieser Artikel;

3° jeweils die veranschlagten Einnahmen oder die gewährten Mittel, je nach Fall;

4° die angerechneten Einnahmen bzw. Ausgaben;

5° die Differenz zwischen Voranschlägen und Anrechnungen.

Eine Unterscheidung wird zwischen den laufenden Geschäften und den Kapitalgeschäften gemacht, sowohl was die Finanzierungsartikel betrifft, als auch auf der Ebene der Haushaltsergebnisse.

Die Differenz zwischen den Einnahmen und den angerechneten Ausgaben bildet das Haushaltsergebnis des Jahres, d.h. das Ergebnis in Bezug auf die laufenden Geschäfte und das Ergebnis in Bezug auf Kapitalgeschäfte.

Wenn man diese mit den Ergebnissen der vorigen Jahre kumuliert, erhält man das allgemeine Ergebnis der Haushalte, sowohl in Bezug auf die laufenden Geschäfte als auch in Bezug auf Kapitalgeschäfte.

Art. 37 - Die Erfolgsrechnung besteht aus dem Folgenden:

1° die Betriebsunkosten, die Finanzlasten und die außergewöhnlichen Aufwendungen;

2° die Betriebserträge, die Finanzerträge und die außergewöhnlichen Erträge.

Art. 38 - Die Bilanz über die aktive bzw. passive Lage der Agentur am 31. Dezember besteht aus der Übertragung der Saldi, die in der endgültigen Bilanz erscheinen.

Art. 39 - Die Konten werden unter der Verantwortung des Verwaltungsrates der Agentur erstellt und von einem unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren bezeichneten Revisor mit einem Sichtvermerk versehen. Danach werden sie spätestens vor dem 30. April des auf das Verwaltungsjahr folgenden Jahres dem Minister übermittelt, der sie dann der Regierung zur Billigung zuschickt.

KAPITEL VI — *Sonstige und Schlussbestimmungen*

Art. 40 - Wenn die Kontrolle des Rechnungshofes an Ort und Stelle organisiert wird, können die Belege bezüglich der Verbuchungen von der anstelle des Rechnungshofs als Verwahrer dieser Belege eintretenden Agentur aufbewahrt werden.

Art. 41 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Zustellung an die Agentur in Kraft.

Art. 42 - Der Minister und der Minister des Haushalts werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. April 2003

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 2575

[C — 2003/27510]

24 APRIL 2003. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende het budgettaire, boekhoudkundige, financiële en vermogensbeheer van het "Agence wallonne à l'Exportation" (Waals Exportagentschap)**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 tot oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation", inzonderheid op de artikelen 19 en 20;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation" van 18 juni 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 februari 2002;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 2002;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° "het Agentschap" : het "Agence wallonne à l'Exportation";

2° "de Minister" : de Minister bevoegd voor Buitenlandse Handel.

HOOFDSTUK II. — *Begroting*

Afdeling 1. — Begroting van de ontvangsten en uitgaven

Art. 2. De begroting omvat alle ontvangsten en uitgaven van het Agentschap tijdens het jaar waarvoor ze opgemaakt is, wat de oorsprong en de oorzaak ervan ook mogen zijn.

Art. 3. Onder ontvangsten worden verstaan : alle rechten die aan het Agentschap toekomen wegens zijn betrekkingen met derden.

Onder uitgaven worden verstaan : alle rechten die door derden verkregen zijn en die ten laste zijn van het Agentschap. De verrichtingen op gelden van derden worden voor orde op de begroting aangerekend.

Art. 4. Voor contracten en opdrachten waarvan de uitvoeringstermijn meer dan een begrotingsjaar in beslag neemt, bepaalt de begroting enkel het bedrag van de betalingen die in de loop van het betrokken begrotingsjaar invorderbaar worden. De verbintenissen die aan het einde van het betrokken boekjaar niet nageleefd zijn, worden aangerekend op de tussenrekeningen van de balans.

Elk dossier vermeldt duidelijk het gedeelte van de uitgaven dat op het jaar zelf moet worden aangerekend alsook het gedeelte dat op de tussenrekeningen van de balans moet worden aangerekend.

Art. 5. De budgettaire aanrekening wordt uitgevoerd op basis van het document dat voor derden bestemd is of dat van hen uitgaat, en waarbij het bestaan en de omvang van de verrichting vastgesteld worden.

Art. 6. De ramingen betreffende de ontvangstposten van de begroting houden geen beperking in van de te verrichten ontvangsten.

De ontvangsten moeten geboekt worden op de posten die ervoor bestemd zijn.

Art. 7. De op de uitgavenposten uitgetrokken kredieten beperken de uitgaven tot het vastgestelde bedrag.

De kredieten worden enkel gebruikt tot de doeleinden waarvoor ze bestemd zijn.

Art. 8. § 1. De overdrachten en overschrijdingen van kredieten die op de begroting van het Agentschap uitgetrokken worden, moeten, vóór elke tenuitvoerlegging, goedgekeurd worden door de Minister.

§ 2. Voor een dringende en onvoorziene uitgave die een kredietoverschrijding tot gevolg heeft, stelt de raad van bestuur de gepaste begrotingswijziging voor aan de Minister.

De Minister spreekt zich uit binnen vijftien werkdagen na ontvangst van het voorstel. Na het verstrijken van deze termijn wordt de begrotingswijziging geacht goedgekeurd te zijn.

Afdeling 2. — Vorm van de begroting en van haar bijlagen

Art. 9. Het begrotingsontwerp van het Agentschap wordt aan de hand van tabellen opgemaakt, in een vorm die gezamenlijk bepaald wordt door de Minister en de Minister van Begroting.

Die tabellen moeten overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 opgemaakt worden.

De ontvangsten en uitgaven worden er volgens hun aard ingedeeld binnen elk programma.

Art. 10. De prognoses van ontvangsten en de kredieten voor uitgaven worden met afzonderlijke bewijsnota's gestaafd.

Art. 11. De prefiguratie van de rekeningenbewegingen wordt gevoegd bij het begrotingsontwerp.

HOOFDSTUK III. — Controle van de vastleggingen

Art. 12. Een controleur van de vastleggingen let erop dat de begrotingskredieten niet overschreden worden.

De controleur wordt aangewezen door de raad van bestuur van het Agentschap.

Art. 13. Van de goedkeuring van de besluiten tot toekenning van toelagen, de overeenkomsten en de contracten en opdrachten voor werken en leveringen van goederen of diensten mag geen kennis worden gegeven vooraleer deze contracten en opdrachten geïmprimeerd zijn door de controleur van de vastleggingen, met uitzondering van hetgeen dat bedoeld is in artikel 16, 3°, van dit besluit.

Art. 14. De ten laste van de begroting uitgevoerde betalingen worden door de controleur der vastleggingen geïmprimeerd, die er op let dat zij het bedrag van de vastleggingen waarop ze betrekking hebben, niet overschrijden.

Art. 15. De controleur van de vastleggingen mag zich alle stukken, inlichtingen en ophelderingen doen verstrekken betreffende de vastleggingen en betalingen.

Art. 16. Aan de controleur van de vastleggingen worden onderworpen :

1° voor een visum tot vastlegging, vóór hun notificatie, de contracten, opdrachten en besluiten tot toekenning van een werkings-toelage en de statutaire opdrachten van het Agentschap, met uitzondering van hetgeen dat bedoeld is in § 3 van dit artikel;

2° voor een visum tot provisionele vastlegging : de ramingsstaten van de sommen die, tijdens het begrotingsjaar, van het Agentschap eisbaar zullen worden wegens verbintenissen die voortvloeien uit de uitvoering hetzij van wets- of reglementsbepalingen inzake wedden en verschillende toelagen, hetzij van contracten voor het verhuren van goederen en van abonnements- en betaalbaarstellingscontracten;

3° voor een visum tot regularisatievastlegging :

a) voor financiële kosten en wisselverschillen;

b) voor de verantwoording van de noodzakelijke voorschotten voor de efficiënte uitvoering van economische opdrachten in het buitenland, deelnamen aan internationale evenementen en uitnodigingen van belangrijke persoonlijkheden, alsook voor de werking van het netwerk van economische en handelsattachés;

c) voor de aanrekening van alle uitgaven die het voorwerp zijn van een provisionele vastlegging, met name de wedden, sociale bijdragen en verschillende toelagen;

d) voor de aanrekening van kredietnota's ter verbetering van vooraf aangerekende facturen.

Art. 17. § 1. Voor de vastleggingen onder artikel 16, 1°, 2° en 3°, legt de verantwoordelijke dienst van het Agentschap, aan de controleur van de vastleggingen een vastleggingsbulletin voor, met de volgende inlichtingen :

- 1° het doel van de te viseren akte;
- 2° de datum van vastleggingsaanvraag;
- 3° de ontvangende partij (leverancier, aannemer, schuldeiser of beneficiant);
- 4° de vermoedelijke uitgave volgens de overeenkomst of volgens alle andere ramingsgegevens;
- 5° het aanrekeningsjaar, de begroting, het artikel en de analytische code;
- 6° de betrokken dienst;
- 7° de naam en de hoedanigheid van de ordonnateur.

Het bulletin gaat vergezeld van het dossier met de verantwoordingsstukken van de te verrichten uitgave; dit dossier wordt na visering door de controleur naar de betrokken overheid teruggezonden.

Art. 18. § 1. Elke verhoging, vermindering of annulering van een door de controleur van de vastleggingen geviseerde vastlegging wordt hem onmiddellijk genotificeerd door middel van een wijzigend bulletin dat met een rechtvaardigingsdossier gestaafd is.

§ 2. De verminderingen of annulleringen van het bedrag van tijdens een vroeger begrotingsjaar geviseerde vastleggingen worden aan de controleur van de vastleggingen minstens eenmaal per trimester genotificeerd door middel van een wijzigend bulletin dat met een rechtvaardigingsdossier gestaafd is.

Zij mogen geen verhoging van het voor het lopende begrotingsjaar beschikbare bedrag tot gevolg hebben.

§ 3. De documenten waarvan sprake in §§ 1 en 2 worden toegezonden op de bij artikel 17 bepaalde wijze.

Art. 19. Aan de controleur van de vastleggingen worden regelmatig medegedeeld :

- 1° de opmerkingen van het Rekenhof en de antwoorden op die opmerkingen;
- 2° de wijzigingen in de aanrekeningen die hij geboekt heeft;
- 3° de beroepen en verslagen van de Regeringscommissarissen bij het Agentschap.

HOOFDSTUK IV. — *Boekhouding*

Art. 20. De boekhouding wordt gevoerd volgens een systeem van boeken en rekeningen overeenkomstig de gewoontelijke regels van de dubbele boekhouding.

Art. 21. De open rekeningen worden bepaald in een boekhoudplan dat conform is met de voorstelling van het minimum genormaliseerde boekhoudplan overeenkomstig het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

Art. 22. De verrichtingen worden onverwijld opgenomen, op volledige en betrouwbare wijze per datum, in gespecialiseerde journalen.

Art. 23. § 1. Elke boekhouding is met een gedateerd bewijsstuk gestaafd. Ze is voorzien van een referentienummer.

§ 2. De bewijsstukken worden in de chronologische volgorde van de opnamen gerangschikt volgens de gespecialiseerde journalen.

Art. 24. Alle bewegingen opgenomen in de loop van de periode in de gespecialiseerde journalen worden driemaandelijks in een centralisatiejournaal overgeschreven.

Art. 25. § 1. Het Agentschap maakt één keer per jaar op 31 december een inventaris op van zijn bezittingen, rechten, schulden en verplichtingen.

§ 2. De rekeningen, na overeenstemming met de gegevens uit de inventaris, worden opgenomen in de balans en de resultatenrekening.

Art. 26. De rekeningen worden van een boekjaar tot een ander op dezelfde wijze voorgesteld.

Art. 27. De balans wordt opgemaakt na aanwending van het saldo van de resultatenrekening van het boekjaar en van het overgebrachte resultaat.

HOOFDSTUK V. — *Schattingsregels*

Art. 28. De schattingsregels worden opgesomd volgens de orde van de balansvoorstelling, te beginnen met de rubrieken van de activa om te eindigen met die van de passiva.

Art. 29. De schattingsregels moeten hetzelfde zijn van een boekjaar tot een ander, zonder te worden gewijzigd, behalve indien de evolutie van de omstandigheden hun verder gebruik verbiedt; in dat geval is er een speciale verklaring wanneer de wijziging duidelijke gevolgen heeft.

Art. 30. § 1. De (materiële en immateriële) activa worden geregistreerd volgens hun koopprijs (hetzij de aankoopprijs + de bijhorige kosten zoals vervoers- en plaatsingskosten), alle belastingen inbegrepen.

Zij zijn het onderwerp van amortisaties of waardeverminderingen overeenkomstig het coëfficiënt vermeld in de hierna volgende tabel :

Rekening	Opschrift	Coëfficiënt	Aard
211100	Software	33,3	Lineair
220000	Terrein	0	Lineair
221000	Gebouw	3	Lineair
221200	Inrichting	10,0	Lineair
240000	Meubilair	20,0	Lineair
240100	Bureaubenodigdheden	20,0	Lineair
241000	Informaticabenodigdheden	33,3	Lineair
243000	Rollend materieel	20,0	Lineair
251100	Recht van erfpacht op het gebouw van de hoofdzetel	(27 jaar)	Lineair
252100	Leasing bureaubenodigdheden	20,0	Lineair
252200	Leasing informaticabenodigdheden	33,3	Lineair
252300	Leasing rollend materieel	20,0	Lineair

De aankoopkosten van terreinen zijn het onderwerp van een volledige waardevermindering tijdens het jaar van hun aankoop.

De materiële activa kunnen echter het onderwerp worden van bijkomende of buitengewone amortisaties indien hun balanswaarde hoger is dan hun gebruikswaarde wegens hun verandering of wegens de wijziging van de economische of technologische omstandigheden.

Er is een geldelijke borgstelling voor de financiële vastleggingen.

§ 2. De goederen geschikt voor consumptie worden geschat volgens hun koopprijs.

De stocks zijn het onderwerp van waardeverminderingen om rekening te houden met de risico's verbonden aan de aard van de goederen. Deze verminderingen worden geannuleerd of verminderd door de resultatenrekening wanneer zij als overschot beschouwd worden op het einde van een later boekjaar.

De rekeningen worden eens per jaar in overeenstemming gebracht met de op het einde van het boekjaar op te stellen inventaris.

De schuldvordering van een jaar of langer zijn het onderwerp van waardeverminderingen indien hun realisatiewaarde op de sluitingsdatum van het boekjaar lager is dan hun nominale waarde.

De waardeverminderingen kunnen niet behouden worden indien blijkt dat zij, op het einde van het boekjaar, hoger zijn dan de actuele schatting van het risico van de debiteurenverliezen. In dat geval worden de hervattingen van de waardeverminderingen vermeld in de resultatenrekening van het boekjaar.

§ 4. De thesauriebeleggingen worden geboekt volgens hun nominale waarde.

De te ontvangen gelopen en niet vervallen interesten worden geacteerd en berekend naar rata van de vervallen periode.

§ 5. De beschikbare waarden worden geboekt volgens hun nominale waarde. De schattingsregels voor vreemde munten worden er op toegepast overeenkomstig artikel 32 van dit besluit.

§ 6. De over te brengen lasten en de gekochte producten worden geschat volgens hun koopprijs. De schattingsregels voor vreemde munten worden op de transitorische posten toegepast overeenkomstig artikel 32 van dit besluit.

Art. 31. § 1. De kapitaaldotatie van het Agentschap wordt geboekt in passiva onder rubriek "kapitaaldotatie".

Elke aankoop van goederen met een bedrag dat lager is dan 375 euro, alle belastingen inbegrepen, worden geboekt volgens hun nominale waarde.

De niet-gebruikte kredietlijnen worden gebruikt volgens hun nominale waarde. Ze worden omgezet in "schuldvorderingspost" bij hun gebruik.

§ 2. De provisies voor risico's en lasten maken het mogelijk grote herstellingen aan gebouwen en materieel door te voeren, alsook juridische geschillen uit te vechten.

Zij worden aangelegd om de verliezen of lasten waarvan de aard duidelijk vastgesteld is te dekken, maar die, op de afsluitingsdatum van het boekjaar, waarschijnlijk of zeker zijn, maar waarvan het bedrag slechts geschat kan worden.

Indien, op het einde van het boekjaar deze provisies hoger zijn dan de actuele raming van de te dekken bedragen, wordt het excedent ingeschreven als krediet in de resultatenrekening.

De uitgaven in verband met deze provisies worden bij voorrang gedekt door opnemingen van deze.

§ 3. De schulden, die gespreid zijn over meer dan één jaar, worden vermeld aan hun nominale waarde. De schattingsregels voor vreemde munten worden er op toegepast overeenkomstig artikel 32 van dit besluit.

§ 4. De schulden gespreid op één jaar of meer worden gerangschikt als :

1. schulden gespreid op meer dan één jaar en vervallend binnen het jaar bestaan uit leasing en terugbetalingen van leningen afgesloten bij kredietinstellingen;

2. financiële schulden waarvan de leningssaldi bij kredietinstellingen plaatsvinden;

3. handelsschulden die opgenomen worden volgens hun nominale waarde. De schattingsregels voor vreemde munten worden er op toegepast. Deze rekeningen worden aangepast overeenkomstig de inventaris;

4. fiscale lasten (bedrijfsvoorheffing), loonlasten of sociale lasten (RSZ en DOSZ).

§ 5. Het aantal te betalen lasten wordt als volgt overgebracht :

— in activa : de werkingskosten die gemaakt zijn in de loop van het boekjaar en die in verband moeten worden gebracht met het volgende boekjaar;

— in passiva : de werkingskosten die moeten worden aangerekend op het boekjaar en die moeten worden betaald in de loop van het volgende boekjaar.

Art. 32. De verrichtingen in vreemde munten worden geboekt naar hun tegenwaarde in Belgisch geld tijdens de maand van de verrichting.

Voor de afsluiting van het boekjaar zijn de gebruikte wisselkoersen :

1. wat de schuldvorderingen betreft, de laatste koers van het boekjaar indien deze lager is dan de geboekte koers; zo niet wordt de nominale waarde niet gewijzigd;

2. wat de schulden betreft, de laatste koers van het boekjaar indien deze hoger is dan de geboekte koers; zo niet wordt de nominale waarde niet gewijzigd.

De wisselkoers gebruikt voor het einde van het boekjaar is de indicatieve koers zoals bekendgemaakt op 31 december in de financiële kranten.

Art. 33. Volgens de regelgevingen die van toepassing zijn op de aansporende programma's, beslist de Minister, na advies van de Inspectie van Financiën, over de omzetting van de terug te betalen bedragen in niet-invorderbare schuldvorderingen.

Art. 34. Het resultaat van het jaar zal aangerekend worden als overgedragen winst of verlies.

HOOFDSTUK V. — *Aflegging van de rekeningen*

Art. 35. Het Agentschap bezorgt jaarlijks de Minister :

1° de rekening van uitvoering van de begroting;

2° een resultatenrekening;

3° een balans.

Art. 36. De rekening van uitvoering van de begroting wordt opgemaakt door het overbrengen van de geldsommen die voorkomen in de eindbalansen van de budgettaire software wat betreft de uitgaven en van de boekhoudkundige software wat betreft de ontvangsten.

In de opeenvolgende kolommen van die tabellen komen volgende gegevens voor :

1° de nummers van de posten;

2° hun teksten;

3° de ontvangstenprognoses of de toegekende kredieten, al naar gelang het geval;

4° de aangerekende ontvangsten of uitgaven;

5° de verschillen tussen de prognoses en de aanrekeningen.

Een onderscheid wordt gemaakt tussen de lopende verrichtingen en de kapitaalverrichtingen zowel in de spijszingsartikelen als op het gebied van de budgettaire resultaten.

Het verschil tussen de aangerekende ontvangsten en uitgaven vormt het begrotingsresultaat van het jaar, d.w.z. het resultaat in lopende en in kapitaalverrichtingen.

Dit resultaat vormt, samen met de begrotingsresultaten van de vorige jaren, het algemene resultaat van de begrotingen, zowel in lopende als in kapitaalverrichtingen.

Art. 37. De resultatenrekening bestaat uit :

1° exploitatielasten, financiële lasten en buitengewone lasten;

2° exploitatie-opbrengst, financiële opbrengst en buitengewone opbrengst.

Art. 38. De balans van de activa en passiva van het Agentschap op 31 december, wordt gevormd door het overbrengen van de saldo's die bij de eindafsluiting van de rekeningen aan het licht komen.

Art. 39. De rekeningen worden opgemaakt onder de verantwoordelijkheid van de raad van bestuur van het Agentschap en geïnterpreteerd door een revisor aangewezen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren. Ze worden daarna gestuurd, uiterlijk 30 april van het jaar dat volgt het beheersjaar, aan de Minister die deze bezorgt ter goedkeuring aan de Regering.

HOOFDSTUK VII. — *Diverse en slotbepalingen*

Art. 40. Als het Rekenhof ter plaatse een controle organiseert, kan het Agentschap de bewijsstukken van de boekhouding in plaats van het Rekenhof bewaren.

Art. 41. Dit besluit treedt in werking vanaf de dag waarop het werd in kennis gesteld van het Agentschap.

Art. 42. De Minister en de Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN